

ok

10/12/01

PARLEMENT EUROPÉEN

1999



2004

Document de séance

10 décembre 2001

B5-2001/2001

B5-778/01

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

déposée avec demande d'inscription à l'ordre du jour du débat sur des problèmes d'actualité, urgents et d'importance majeure

conformément à l'article 50, paragraphe 1, du règlement

par Luisa Morgantini, Fodé Sylla, Armando Cossutta, Pedro Marset, Jonas Sjöstedt

au nom du groupe GUE/NGL

sur la situation au Togo

313.223

REVTogoFR.doc

PE _____

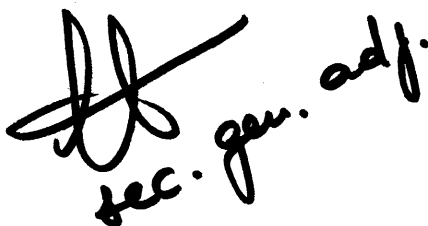
FR

FR

Résolution sur la situation au Togo

Le Parlement européen,

- rappelant ses précédentes résolutions sur le Togo et notamment celle du 6 septembre 2001,
 - A. considérant le maintien en prison depuis le 3 août 2001 de M. Jawovi Agboyibo, responsable du principal parti d'opposition, Comité d'Action pour le Renouveau
 - B. préoccupé par la détérioration de la situation des droits humains au Togo
 - C. considérant les tentatives visant à modifier l'article 59 de la Constitution limitant le nombre de mandats présidentiels
 - D. considérant qu'aucune action n'a été entreprise pour poursuivre et condamner les responsables des violations des droits humains perpétrés au moment de l'élection présidentielle de juin 1998
1. demande la libéralisation immédiate et inconditionnelle de M. Yawovi Agboyido
 2. demande aux autorités togolaises de garantir les droits démocratiques de toutes les forces d'opposition et d'assurer leur participation aux prochaines élections parlementaires et présidentielles
 3. demande instamment que les responsables des violations des droits humains au moment de l'élection présidentielle de juin 1998 soient poursuivis et punis
 4. invite le Conseil et la Commission à tout mettre en oeuvre, dans le cadre des relations commerciales, économiques et politiques avec le Togo, pour le respect des libertés démocratiques et des droits fondamentaux
 5. charge sa Présidente de transmettre la présente résolution au Conseil, à la Commission, aux gouvernements et parlements des Etats membres et des pays candidats ainsi qu'au Conseil ACP-UE et au gouvernement togolais.


sec. gen. adj.